

NOS PRIORITES

POUR REVITALISER BRUXELLES ET LA WALLONIE

BONNE GOUVERNANCE | NUMERIQUE | ENVIRONNEMENT/ECOLOGIE | ENSEIGNEMENT/FORMATION/EMPLOI



| | PAGE: |
|-------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION | 3 |
| BONNE GOUVERNANCE | 4-5 |
| NUMERIQUE | 6 |
| ECOLOGIE/ENVIRONNEMENT | 7-8 |
| ENSEIGNEMENT/FORMATION/EMPLOI | 9-10 |
| CONCLUSION | 11 |

Le cdH, par l'intermédiaire de son Président, a donc tiré la prise de cinq gouvernements dans un discours laconique. Une déclaration très dure envers le PS et les affaires qui le concernent, empreint d'une volonté de rupture.

Le constat pour la Wallonie et Bruxelles de ces dernières années de législature est pour le moins désastreux. Aux Jeunes MR, nous aurions préféré que les discussions s'axent autour des mesures prises. Cet exercice est presque impossible tant les trois gouvernements de Bruxelles, de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie ont donné l'impression d'être en affaires « prudentes » depuis trois ans.

Le bilan est morose et terne pour les entités fédérées.

La confiance entre le citoyen et le politique est rompue. Certains mandataires ont cédé à l'appât du gain faisant passer le profit personnel avant toute autre chose et ce jusqu'à l'indécence. Des règles de bonne gouvernance doivent impérativement être mises en place pour rétablir la confiance perdue. Il faudra de la confiance pour être audible d'abord, pour convaincre ensuite en proposant un vrai projet de société et une vision optimiste de l'avenir.

Par ailleurs, économiquement, la Wallonie n'arrive pas à combler son retard. La croissance de la Région stagne depuis trop longtemps en deçà de la moyenne européenne et ne contribue que trop peu au PIB belge.

L'attrait de Bruxelles en tant que capitale draine énormément d'emplois venus de Flandre, la Région maintient sa croissance et fait toujours de la capitale un acteur important. Elle contribue, en effet, pour environ 18% du PIB.

C'est en matière de chômage que le bât blesse dans la capitale, avec un taux encore trop élevé, notamment chez les jeunes. Ce constat est également valable en Région wallonne, miné par la sous-qualification des demandeurs d'emplois, le chômage de longue durée ainsi que la non-adéquation entre les emplois vacants et les demandeurs d'emploi.

De plus, l'emploi public avoisine 35% de l'emploi total en Wallonie. La Wallonie était une économie malade

dont il aurait fallu repenser entièrement les structures et les orientations pour créer de la valeur ajoutée et des perspectives. L'emploi public a été utilisé comme poumon artificiel sur le patient wallon en besoin de greffe.

Les compétences spécifiques liées à la Fédération Wallonie-Bruxelles n'ont pas, non plus, été à la fête. L'éducation et le désormais fameux Pacte d'Excellence ont été fortement critiqués. La Ministre de l'enseignement a été incapable d'inscrire l'éducation dans un projet de société qui prendrait en compte les enjeux du XXI^e siècle, comme le numérique ou le défi écologique. Ce Pacte est resté campé sur des dogmes idéologiques loin des promesses de dialogue et des réalités de terrain. Cette opposition idéologique est palpable et le blocage dans l'avancement de la réalisation du Pacte en est une preuve patente.

Enfin, lorsque l'on sait que les entités fédérées sont promises à une quasi indépendance financière du fédéral d'ici 2030, et seront déjà indépendantes dans des matières aussi importantes que la Santé dès 2019. Le constat n'est plus seulement triste, il est alarmant ! En effet, rien n'est prêt pour accueillir ces nouvelles compétences, aucune politique n'est préparée dans ces domaines... Une nouvelle fois, nous ne pouvons qu'être consternés face à ce manque d'anticipation et de vision.

Aux Jeunes MR, nous ne nous arrêtons pas aux constats. **Nous nous voulons être une force de changement, de mouvement qui ne s'arrête pas à la dénonciation de la politique des autres mais qui s'attache à proposer des solutions pour la jeunesse et son futur.**

Dans ce nouveau bouleversement politique, nous voyons une opportunité. Une opportunité de changer enfin le cours des choses.



Cette volonté de rupture qu'a exprimée Benoit Lutgen fait écho à la volonté de changement de l'opinion, lassée par la répétition des affaires. Celles-ci ont mouillé des mandataires de tous les partis en Wallonie d'abord, en Flandre ensuite et à Bruxelles enfin, dont nous évoquons déjà le cas comme une réelle « bombe à retardement » avant que ne sortent les derniers scandales.

Cette volonté de changement se mue progressivement en exigence d'éthique et de transparence. Le citoyen n'en peut plus de se sentir déconnecté d'un monde politique qui fonctionnerait dans l'entre-soi et les petits arrangements dont les seuls bénéficiaires seraient les politiques eux-mêmes.

Cette description est bien entendu caricaturale (encore que)... Il n'empêche que tout ceci renvoie une image désastreuse de la classe politique, jetant l'opprobre sur une majorité de mandataires qui exercent leurs mandats en âme et conscience et dans le souci de servir, et non de se servir, comme le veut la formule consacrée.

Il faut ajouter du pragmatisme pour améliorer la gouvernance afin de rendre les institutions plus lisibles pour le citoyen. En effet, difficile de s'y retrouver aujourd'hui dans les différentes compétences réparties entre Bruxelles, la Wallonie et la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Nous proposons très concrètement de supprimer le poste de président de la FWB, véritable coquille vide, et de revenir à la situation de 2014 où un des deux ministres présidents de régions possédait la double casquette.

Ensuite, il faut **réduire le nombre total de ministres des entités fédérées**. Quand on sait qu'elles possèdent autant de ministres et de secrétaires d'états que la France, à savoir 22, sans compter le Premier Ministre français, il y a de quoi tomber de sa chaise.

Aux Jeunes MR, nous pensons qu'il est possible de **réduire ce chiffre d'un tiers, en regroupant des compétences sous une même orientation politique** dans le but de faciliter la lecture du citoyen. Cela **ramènerait le nombre de Ministres et de Secrétaires**

d'états des entités fédérées à 15, un progrès certes mais qui souffre de la comparaison avec le gouvernement flamand où l'on compte en tout et pour tout 9 ministres.

Cette réduction devrait permettre en outre de faciliter la coordination entre les différents ministères et **l'accueil des nouvelles compétences prévues dans la dernière réforme de l'état. Les entités fédérées doivent tout mettre en place pour accueillir ces nouvelles compétences**. Le temps presse, quand on sait que les Régions devront être quasi interdépendantes dans les matières de Santé dès 2019.

Il faut également dans cet esprit réduire le millefeuille institutionnel. Nous revendiquons depuis 2013 la **suppression effective des Provinces**. Nous proposons de **les remplacer par des organes supra-communaux correspondants à des communautés urbaines composées de représentants élus des communes**.

Après cet élagage appliqué aux gouvernements fédérés, il convient de s'attaquer aux règles de bonne gouvernance en elles-mêmes.



Aux Jeunes MR, nous sommes excédés de devoir nous excuser pour le comportement de certains de nos aînés, qui se sont souvent contentés de respecter la loi à la lettre... Facile quand ils sont chargés de la rédiger.

La bonne gouvernance et la transparence, c'est ce qu'attendent et exigent, légitimement, les citoyens et davantage encore les moins de 35 ans dont l'idéal est plus éloigné que jamais du modèle qui leur est présenté. De plus, aucun projet de société ne pourra voir le jour sans le soutien et l'adhésion des citoyens.

L'éthique personnelle, la vigilance des élus ne peuvent cependant se décréter, chacun aura donc son rôle à jouer dans la mise en place d'une gouvernance saine et honnête en Wallonie et à Bruxelles. Une classe politique au-dessus de tout soupçon est la condition sine qua non pour combattre le vent de populisme qui souffle aujourd'hui et être audible pour proposer des idées novatrices.

Nous n'avons eu de cesse de formuler des propositions en matière de bonne gouvernance et ce depuis 2013, en voici quelques exemples :

- **Limitier le nombre de membres du Conseil d'administration de chaque intercommunale, chaque paraprovinciale, chaque institution publique régionale ou communautaire à 15.**
- **Le champ d'application des règles en matière de cumul doit être étendu à tous les organismes publics, parapublics et leurs filiales.**
- **Tous les mandats exercés par un élu ou un représentant de gouvernement, comme un chef de cabinet par exemple, au sein d'un organisme public ou assimilé doivent être déclarés.**
- **La rémunération des administrateurs doit être plafonnée, y compris concernant les mandats exercés au sein des filiales privées de structures contrôlées par les pouvoirs publics.** La limite de 150% de l'indemnité versée aux parlementaires nous paraît raisonnable mais doit englober les rémunérations perçues à titre privé s'il s'agit de mandats exercés dans des structures ou organismes publics. Cette rémunération doit par contre être soumise à la présence, que cela ait été un jour envisagé autrement dépasse l'entendement.
- **Le nombre d'intercommunales par secteur d'activité doit être limité.** Rationaliser le nombre de structures publiques et para-publiques au départ d'un audit indépendant permettant d'identifier celles ayant peu d'intérêt ou pouvant être fusionnées.
- **L'impossibilité pour un mandataire de cumuler effectivement plusieurs fonctions exécutives.** Un ministre ne peut pas assurer à la fois sa charge ministérielle et celui de bourgmestre. La fonction de bourgmestre ne devrait pas non plus pouvoir être cumulée avec celle de directeur d'intercommunale par exemple. Cette proposition devrait pouvoir également s'étendre aux proches collaborateurs comme les chefs de cabinets ministériels. Toutes ces fonctions requièrent un investissement total, à temps plein.
- **Fixation du montant des jetons de présence selon un barème.** La rémunération dépendrait du poste occupé (administrateur, poste exécutif, etc..), du nombre de communes concernées par l'intercommunale et du secteur d'activité. Ces trois critères nous semblent déterminants pour évaluer la charge de travail. Les barèmes pourraient alors être définis par le Parlement wallon et par le Parlement bruxellois.



La révolution numérique est arrivée vite. Elle a bousculé les codes, remettant parfois en cause la mainmise de monopoles sur certains secteurs d'activités. Ce changement de paradigme a souvent été trop rapide pour le législateur voire même pour une frange de la population, contraignant les entreprises à adapter en permanence leurs business models pour survivre.

Certains conservateurs crient encore aujourd'hui au loup, prônant comme argument massue les futures destructions d'emplois qu'engendreraient forcément la numérisation et la robotisation. Tout cela en préconisant comme solution miracle et unique : la taxation.

Il nous apparaît important de commencer à envisager la révolution numérique non pas comme une possibilité mais comme une opportunité. La révolution est en marche, il ne s'agit pas de l'accepter ou de la refuser mais d'en tirer parti.

Il nous faut nous adapter, voire anticiper les changements de plus en plus rapides auxquels notre société est confrontée.

Ensuite, il faut passer au-dessus des mythes et des peurs. En effet, l'épouvantail des destructions d'emplois va à l'encontre d'un nombre important d'études qui expliquent que 60% des métiers qui seront exercés en 2030 n'existent pas encore. Pour rappel, les 10 métiers les plus sollicités aujourd'hui n'existaient pas il y a 11 ans. Il faut être capable de penser différemment, de sortir des vieux paradigmes et des dogmes qui brident notre esprit.

Le numérique doit également devenir une solution pour la simplification de la vie du citoyen en général, que ce soit en termes **de digitalisation**

des services publics ou de la mobilité. Ces solutions vont dans le sens de l'émancipation de chaque individu au sein de notre société.

Récemment, nous étions d'ailleurs intervenus au Congrès doctrinal du MR afin d'y défendre **l'apprentissage de la langue numérique à l'école** afin d'y enseigner les principes de codage etc. pour préparer nos jeunes afin qu'ils ne soient pas en complet décalage avec le monde du travail.

Il faut arrêter de croire que l'on peut façonner le monde du travail. C'est à nous de nous adapter.



Un autre défi majeur du XXI^e siècle sera sans conteste l'écologie. L'écologie a malheureusement été cantonnée à n'être qu'une idéologie politique sur laquelle la gauche a fait une large OPA.

Nous avons récemment publié notre « **Petit Livre Vert** ». L'Environnement fait partie des grandes préoccupations de la jeunesse, sensibilisée très tôt aux questions écologiques et qui considère à juste titre que son avenir est intimement lié au destin de sa planète.

L'économie et la protection de l'environnement sont souvent opposées et parfois même considérées comme irréconciliables. Nous sommes justement persuadés du contraire. Pourtant, nous devons comprendre que, sans geste fort aujourd'hui, les libertés seront profondément restreintes demain. Quelles libertés d'entreprendre persisteront dans un désert économique où la rareté des ressources fera loi ? Quelles libertés individuelles subsisteront dans un État qui connaît famine, guerre, crise des réfugiés climatiques ? Quels droits à la propriété résisteront à l'inondation d'une grande partie de nos terres ? Nous devons faire, de façon raisonnée et raisonnable, le choix d'accommoder certaines de nos libertés contemporaines pour préserver la Liberté des générations futures.

L'urgence climatique couplée avec l'émergence de nouvelles technologies peuvent représenter une formidable opportunité de créer, d'innover, de progresser. Nous pensons que les valeurs du libéralisme ont, plus que jamais, leur place dans une politique environnementale repensée, précautionneuse, cohérente et débarrassée de ses dogmatismes les plus primaires.

Plus concrètement, plusieurs propositions nous semblent être des priorités pour les entités fédérées.

Tout d'abord, en termes de **Mobilité**, aussi bien dans les centres urbains que dans les milieux ruraux, nous préconisons une **approche « Smart Mobility » pour mieux se déplacer.**

Que ce soit au niveau des transports en commun ou même de la voiture individuelle, la digitalisation peut largement servir à fluidifier le trafic. L'idée étant d'utiliser son moyen de transport de façon optimale. Une adaptation inmanquablement liée à des investissements technologiques et financiers, mais surtout à un cadre législatif clair mais souple pour voir émerger des startups et de nouvelles technologies capables de répondre aux besoins des citoyens (free floating, covoiturage,...)

Les transports en commun doivent aussi embrasser la révolution numérique pour être plus performants. Les concernant, on évoquera également le **service garanti dans les transports en commun wallons**, mesure demandée de longue date par les Jeunes MR.

Indépendamment de la nature du moyen de transport, **les nœuds intermodaux doivent être renforcés pour permettre un mix de mobilité optimal.**

Ensuite, lorsqu'on regarde de plus près le mix énergétique belge (33,4% d'énergies fossiles), il est impensable de ne pas le redéfinir. Un mix qui doit être pragmatique économiquement, mais surtout décarbonisé ! **Nous soutenons donc une sortie progressive (mais intensive) des énergies fossiles**, extrêmement polluantes. Les sources nouvelles



d'énergie étant une compétence régionale, les Jeunes MR souhaitent que les nouveaux gouvernements des entités fédérées y soient particulièrement attentifs. Dans cette même optique, **les Jeunes MR appellent à l'intensification de la recherche et du développement dans le secteur énergétique**

Enfin, la diversification agricole doit également être largement encouragée. Il est nécessaire d'accompagner au mieux les agriculteurs qui s'inscrivent dans cette démarche, à commencer par la formation. C'est pourquoi **les Jeunes MR misent sur des projets « fermes-énergies »**, véritables opportunités pour les agriculteurs et les consommateurs. Concrètement, les agriculteurs qui le souhaitent pourraient être encouragés à devenir, soit des producteurs d'énergie verte, soit des propriétaires de terrains loués au privé pour l'installation de générateurs d'énergie. Une évolution qui devra inévitablement passer par une phase « test » afin d'éviter de reproduire le phénomène de bulle spéculative engendrée par le photovoltaïque, mais aussi pour éviter de déstabiliser le réseau.

Toutefois, nous en sommes persuadés, à termes, ces projets pourraient représenter un renforcement de notre sécurité d'approvisionnement ainsi que l'indépendance énergétique de notre pays.

Disponible sur
www.jeunesmr.be

le petit Livre vert des Jeunes MR



10 grandes idées
concrètes qui (ré) concilient
la protection de l'Environnement
avec le développement
de notre économie

Réagissez sur #jeunesmr | www.jeunesmr.be

Jeunes
MR



Enseignement, Formation, Emploi, ce triptyque indissociable que nous qualifions aux Jeunes MR de triangle vertueux.

L'enseignement a toujours été instrumentalisé. Le fameux « Pacte d'Excellence » ne déroge pas à cette triste règle. Il représente par ses orientations philosophiques, une coquille empreinte d'idéologie mais vide de sens. Ce qui devait devenir la figure de proue de la FWB, va se transformer en tache indélébile sur un bilan bien terne. Ce pacte a été rédigé sans aucune réflexion ou vision globale de la société.

Notre école était déjà incapable de répondre aux défis du siècle précédent, elle n'est pas plus armée pour le XXI^e siècle.

L'enseignement ressemble étrangement aux tunnels bruxellois : trop longtemps mis de côté, ils finissent par s'effondrer... En témoignent d'ailleurs nos piètres résultats aux enquêtes PISA.

L'enseignement, la formation et l'emploi doivent s'envisager comme un tout plutôt que comme des entités séparées et imperméables les unes aux autres. Il est temps que les décideurs politiques fassent preuve de courage. L'école doit permettre à chacun de se réaliser, de s'accomplir, de s'émanciper.

En accord avec la société du XXI^e siècle, il est primordial que l'enseignement soit équitable et non pas égalitaire. De notre point de vue, l'école n'a pas comme rôle premier de gommer les différences socio-économiques et socio-culturelles ni de façonner l'ensemble des élèves dans un modèle unique mais plutôt de tenir compte des spécificités de chacun afin d'amener chaque individu à réaliser son plein potentiel et à s'accomplir en tant qu'être humain.

Il faut inscrire l'école dans ce siècle, former les jeunes d'aujourd'hui aux métiers de demain qui seront largement liés aux enjeux du numérique et de l'écologie. Cette volonté d'anticipation permettra, à l'avenir, d'éviter l'écueil que l'on rencontre aujourd'hui : un enseignement et un monde du travail qui ne sont pas en adéquation.

Ce triangle vertueux aurait dû être depuis bien longtemps la priorité des entités fédérées. Les résultats obtenus par le gouvernement fédéral ces dernières années démontrent qu'une politique volontariste en matière d'emploi fonctionne à grande échelle.

C'est aux entités fédérées de remédier à la sous-qualification et l'inadaptabilité des demandeurs d'emplois en proposant un enseignement et des formations en accord avec le marché du travail, et les grands défis que sont la révolution numérique et l'écologie.

Encore une fois et d'un point de vue plus concret, nous proposons donc :

- **Suppression du décret inscriptions** qui handicape de nombreuses familles et ouvre la porte aux dérives de la domiciliation
- **Diminuer le nombre d'élèves par classe dans le maternel, primaire et secondaire** pour une meilleure prise en charge en axant le travail sur les fondamentaux. Cela peut passer aussi par la construction de nouveaux bâtiments scolaires



- **Maintien du tronc commun jusqu'en 2^e**

Maintien du Ce1D (épreuve qui valide le 1^{er} degré du secondaire pour tous les jeunes de la Fédération Wallonie-Bruxelles), mais en le fractionnant en deux. Une 1^{ère} partie du Ce1D serait organisée en fin de 1^{ère}, non sanctionnant. Le passage de la 1^{ère} à la 2^e étant toujours automatique. La 2^e partie du Ce1D serait organisée en fin de 2^e année. Le cumul des deux épreuves validerait le 1^{er} degré. Ceci permettrait de déceler en fin de 1^{ère} les lacunes des élèves et favoriserait une meilleure prise en charge immédiate des élèves en difficulté. La remédiation doit jouer un rôle important afin que chaque élève se donne la possibilité de réussir. On veut un enseignement équitable et responsabilisant.

Maintien des 2 filières : Filière de transition et Filière de qualification. Le technique de transition et l'artistique de transition fusionneraient avec le Général de transition. Ceci permettrait de valoriser ces deux filières. La filière de qualification serait composée, quant à elle, du technique de qualification, de l'artistique de qualification et du professionnel qualifiant.

- **Revalorisation des filières qualifiantes**

Via des partenariats public-privé. Chaque élève pourrait partir en stage, dès la 3^e, dans des entreprises belges. Chaque élève de la filière qualifiante, se verrait la possibilité de suivre la formation en gestion, pour qu'il puisse développer sa propre entreprise dès la fin de sa rhétorique ou de sa 7^e professionnelle. Toutes les options des filières qualifiantes seront concernées.

- **Suppression du tronc commun jusqu'en 3^e**, tel que voulu dans le Pacte d'Excellence

- **Développer les compétences transversales** dans le domaine du langage numérique

- **Évaluer et réformer le décret « Titres et Fonctions »** et le mettre en adéquation face aux problèmes récurrents du terrain. Redonner de l'autonomie aux directions quant au choix des attributions



Les Jeunes MR sont en faveur d'une nouvelle orientation politique à l'opposé de l'actuelle au sein des Gouvernements fédérés.

Cela signifie d'abord une politique ouverte sur le monde, et non une politique qui bâtit sans cesse des murs et des barrières de toutes natures. Ensuite, une politique résolument optimiste pour l'avenir et qui accepte le changement et le voit comme une formidable opportunité. Nous nous opposerons toujours aux conservatismes qui refusent de voir et d'accepter le changement. Ce refus a déjà entraîné des désastres économiques en particulier en Wallonie. Ce changement il faut l'envisager et l'accompagner de manière consciencieuse et pragmatique. On ne se bat pas contre des moulins à vent, mais il est important de noter dans quelle direction le vent tourne.

Nos propositions s'inscrivent dans cette volonté de changement pour des entités fédérées en mouvement et en accord avec notre temps et ses grands défis.



BONNE GOUVERNANCE



- ➔ **Suppression du poste de président de la FWB**, le poste devra être occupé par un des deux présidents de Régions
- ➔ **Réduction d'un tiers du nombre de ministres sur l'ensemble des entités fédérées**
- ➔ **Suppression effective des provinces.** Remplacement de celles-ci par des organes supra-communaux correspondants à des communautés urbaines composées de représentants élus des communes
- ➔ **Limitation du nombre de membres du Conseil d'administration de chaque intercommunale**, chaque para-provinciale, chaque institution publique régionale ou communautaire **à 15**
- ➔ Le champ d'application des **règles en matière de cumuls doit être étendu à tous les organismes publics**, parapublics et leurs filiales
- ➔ **Tous les mandats exercés** par un élu ou un représentant de gouvernement, comme un chef de cabinet par exemple, au sein d'un organisme public ou assimilé **doivent être déclarés**
- ➔ **La rémunération des administrateurs doit être plafonnée**, y compris concernant les mandats exercés au sein des filiales privées de structures contrôlées par les pouvoirs publics
- ➔ Le **nombre d'intercommunales** par secteur d'activité **doit être limité**
- ➔ **L'impossibilité pour un mandataire de cumuler** effectivement plusieurs fonctions exécutives
- ➔ Fixation du **montant des jetons** de présence **selon un barème**

NOS PROPOSITIONS POUR REVITALISER BRUXELLES ET LA WALLONIE

NUMERIQUE



- ➔ **Le politique doit s'adapter**, voire anticiper les changements de plus en plus rapides auxquels notre société est confrontée
- ➔ **Stop à la taxation comme unique solution au changements engendrés par la révolution numérique** (taxe sur les robots, ...)
- ➔ **Digitalisation des services publics**
- ➔ Les **compétences liées au Numérique** doivent être **transversales et prioritaires**
- ➔ **Apprentissage de la langue numérique à l'école**
- ➔ **Soutien de la formation continue** au sein des entreprises en lien avec **les changements liés au numérique**

ENVIRONNEMENT/ÉCOLOGIE



- ➔ Définition d'un **nouveau mix énergétique**, en **soutenant une sortie progressive** (mais intensive) **des énergies fossiles**
- ➔ **Intensification de la Recherche et Développement dans le secteur énergétique**
- ➔ **Priorité** à une approche « **Smart Mobility** » pour mieux se déplacer
- ➔ **Création de nœuds intermodaux performants**
- ➔ **Service garanti dans les transports en communs**
- ➔ **Réforme de la taxe de circulation et de mise en circulation en prenant en compte des critères environnementaux actualisés**
- ➔ **Élaboration de projets « fermes-énergie »** pour diversifier l'activité agricole

ENSEIGNEMENT/FORMATION/EMPLOI



- ➔ **Suppression du Décret inscriptions** qui handicape de nombreuses familles et ouvre la porte aux dérives de la domiciliation
- ➔ **Diminution du nombre d'élèves par classe dans le maternel, primaire et secondaire** pour une meilleure prise en charge en axant le travail sur les fondamentaux. Cela peut passer aussi par la construction de nouveaux bâtiments scolaires
- ➔ **Mise en adéquation du Certificat du 1^{er} degré avec les réalités du terrain**
- ➔ **Revalorisation des filières qualifiantes pour que ce choix soit positif**
- ➔ **Suppression du tronc commun jusqu'en 3^e**, tel que voulu dans le Pacte d'Excellence
- ➔ **Développer les compétences transversales** dans le domaine du langage numérique
- ➔ **Évaluation et réforme du décret « Titres et Fonctions »** et mise en adéquation de celui-ci face aux problèmes récurrents du terrain. Redonnons de l'autonomie aux directions quant au choix des attributions